



Le rapport annuel de l'ONG Transparency International, établi comme chaque année un classement mondial de la perception de la corruption dans 180 pays, sur une échelle allant de 0 (où le pays est perçu comme très corrompu) à 100 (où le pays est perçu comme très peu corrompu).

Dans certaines zones du monde, la situation semble s'améliorer, mais la corruption demeure globalement un problème de taille sur le continent africain.

Dans le journal La Croix, Coralie Pring concède que "plusieurs pays d'Afrique, comme le Botswana, ont fait des efforts et mis en place une réglementation anti-corruption. Mais beaucoup d'autres n'ont pas maintenu leurs promesses en matière de transparence".

Les bons élèves

Entre 2012 et 2017, le Botswana a maintenu un score stable passant de 65 à 61. Le pays, première nation africaine, se retrouve à la 34e position du classement, juste derrière Israël et devant la Slovaquie. Pourtant, dans une enquête menée par Afrobaromètre, 32% des sondés pensaient que la totalité ou la plupart des fonctionnaires du gouvernement non local et ceux ayant un emploi de fonctionnaire étaient impliqués dans la corruption au Botswana.

A la 48e place, le Cap Vert et le Rwanda se retrouve ex-aequo (55 pts). La Namibie arrive à la 53e place, suivie de l'Île Maurice à la 55e.

Les bonnes progressions Alors qu'en 2012, le Sénégal ne rassemble que 36 pts, le plaçant à la 93e position, en 2017, le pays de la Teranga est à la 66e position avec 45 pts.

Le président Macky Sall a déployé des efforts importants pour lutter contre la corruption au Sénégal, y compris la création de plusieurs agences de lutte contre la corruption, telles que le ministère de la Promotion de la bonne gouvernance et la Cour de répression du crime économique et financier réactivée. L'enquête sur l'ancien président Abdoulaye Wade et son administration se poursuit en 2014, après avoir été accusé de détournement massif et de détournement de fonds publics.

La Côte d'Ivoire a augmenté son score de neuf points de 2013 à 2017, passant de la 136e à la 103e place au classement mondial. Dans un pays où les communautés sont lourdement accablées par la corruption, le gouvernement fait de grands progrès pour atténuer ce problème.

Au cours de son premier mandat, le président Alassane Ouattara a rapidement donné suite à ses promesses électorales avec l'adoption d'une loi sur la prévention et la répression de la corruption, la mise en place d'une autorité nationale de lutte contre la corruption et le respect de certaines initiatives internationales, telles que l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE).

Les mauvais élèves

La Somalie ferme le classement en arrivant en 180e position, précédé par le Soudan du Sud (179e), le Soudan (175e), la Libye, la Guinée-Bissau et la Guinée Equatorial (171e).

La RDC arrive en 161e position. La RDC a encore régressé, ayant perdu cinq places par rapport à 2017. En juillet 2017, l'ONG Global Witness a publié un rapport qualifiant le secteur des mines de "distributeur automatique de billets" pour le régime du président Kabila.

L'ONG britannique a estimé que la RDC, pays pauvre mais riche notamment en cuivre, coltan, cobalt, a perdu 750 millions de dollars de recettes fiscales entre 2013 et 2015 en raison de "la corruption" dans ce secteur.

Au Congo, le gouvernement Denis Sassou est souvent visé par des accusations de corruption. "Parmi les secteurs qui subissent de plein fouet la corruption, il y a la douane qui représente 37%, les marchés publics sont à 30%, le système judiciaire représente près de 30%.

La corruption est devenue endémique au Congo. Il y a des conséquences au niveau de la vie des populations, tous les indicateurs sont alarmants, et le niveau de pauvreté est à 50% ", révèle l'analyste économique Augustin Benazo à VOA Afrique, qui a épluché une enquête du PNUD réalisée dans le pays en 2014.

Source: VoA Afrique